

## Blocages des universités au printemps: "Plus de 5 millions d'euros de dégâts" (Vidal)

Paris, 18 juin 2018 (AFP) -

Les blocages dans les universités pour protester contre les nouvelles modalités d'entrée à la fac ont entraîné "un peu plus de 5 millions d'euros de dégâts", a estimé lundi la ministre de l'Enseignement supérieur, attribuant la responsabilité à des "mouvements radicaux, très politisés".

"On est à un peu plus de cinq millions d'euros", a affirmé Frédérique Vidal sur RTL, expliquant qu'"on n'avait jamais vu autant de violence et autant de volonté de casser". Au plus fort de la mobilisation ce printemps, quatre universités (sur 73) ont été bloquées, dont Nanterre, dernière à être évacuée la semaine dernière, et une dizaine de sites perturbés.

Selon la ministre, il s'agit de "quelque chose qui est incroyable et qui explique aussi pourquoi personne n'a rien compris à ce qui se passait dans les universités: les présidents ont été désarmés, les personnels ont été désarmés, on n'avait jamais vu autant de violence et autant de volonté de casser".

Frédérique Vidal a pointé du doigt la responsabilité de militants qui se sont introduits dans les établissements: "Je ne nie pas qu'il y ait quelques étudiants au milieu mais on est face à des mouvements radicaux, très politisés, qui revendiquaient la fin de l'Etat de droit... rien à voir avec Parcoursup", la nouvelle plateforme universitaire accusée d'organiser une sélection à l'entrée de la fac.

Cette somme de cinq millions d'euros sera "prise en charge par le ministère", a ajouté la ministre. "Je ne peux pas demander aux établissements de supporter ça directement par eux-mêmes".

"Il y a des enquêtes qui sont en cours et bien sûr, si on retrouve les auteurs et qu'on est capable de les identifier clairement, ils seront punis", a-t-elle ajouté.

La ministre avait jusqu'à présent évoqué "1,6 million d'euros de dégradations à Grenoble" sur "2.500 m2 totalement ravagés", "600.000 euros" à Montpellier ou encore de "200.000 à 300.000 euros" sur le site universitaire de Tolbiac, qui dépend de Paris-I, sans donner de chiffre global.

mig/blb/spi

Afp le 18 juin 18 à 09 49.